

CABORA BASSA: L'AFRIQUE DU SUD AU SECOURS DES PORTUGAIS?

« Quel qu'en soit le coût et quelles que soient les victimes », les colonialistes portugais poursuivent les travaux du barrage géant de Cabora Bassa, au Mozambique.

Mais l'argent et les hommes jusqu'ici engagés suffiront-ils pour assurer l'achèvement de la besogne ?

■ Songo, un petit bourg du Mozambique ignoré du monde « civilisé » pendant les siècles de la nuit coloniale portugaise, se voit promu, depuis trois ans, au rang de ville-champignon, débordante d'activité et enfiévrée par son propre développement.

Son essor extraordinaire rappelle, par certains côtés, la croissance des villes du Far West pendant les années de la ruée vers l'or.

Comment expliquer ce « miracle » du XX^e siècle ?

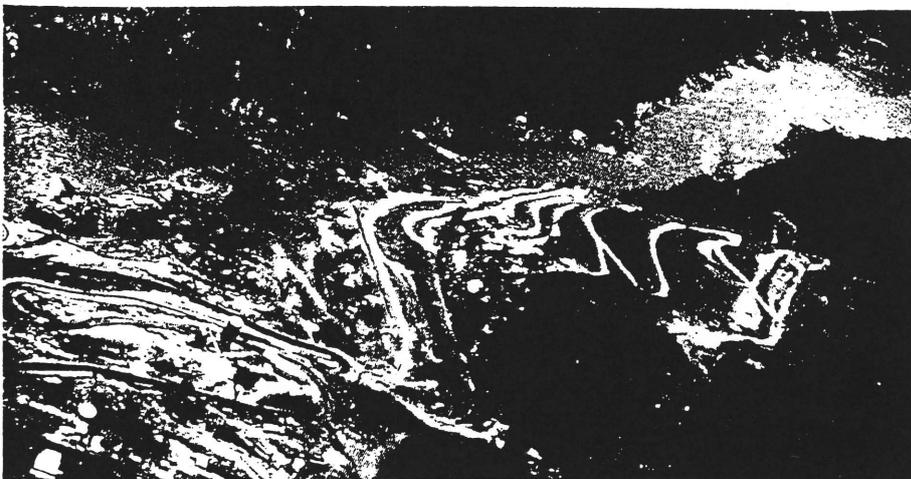
Situé sur un plateau découvert, à 230 mètres d'altitude, Songo a été choisi pour être leur ville « résidentielle » par les 1 500 techniciens blancs qui, non loin de là, supervisent la construction de Cabora Bassa, le plus grand barrage du continent africain.

SOIXANTE METRES A L'HEURE

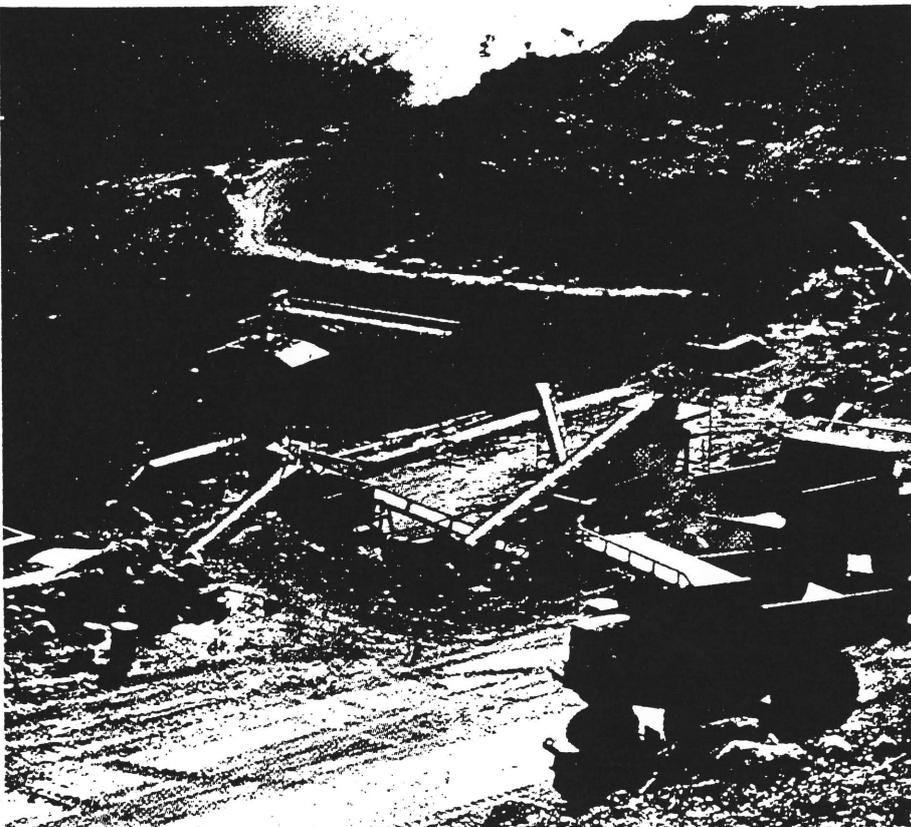
Ces hommes œuvrent depuis 1970 — 24 heures sur 24 — et ils espèrent achever avant 1979 ce qui doit être un barrage géant. Seuls, dans le monde entier, les barrages de Churchill Falls, au Canada, et ceux de Bratsk et de Krasnoïarsk, en U.R.S.S., seront plus importants que Cabora Bassa.

Mais...

Jusqu'à une date récente, les travaux sur ce chantier se sont déroulés le plus normalement du monde, selon M. Ted Brown, le tout-puissant président-directeur général de la Zamco, consortium international à direction sud-ouest afri-



Le site de Cabora Bassa. L'armée portugaise suffira-t-elle à contenir les combattants du Frelimo ?



Sur le chantier de Cabora Bassa, des engins lourds en service derrière un cordon de protection militaire.

AFRIQUE

caine, chargé par le gouvernement portugais de construire le barrage.

La première phase des travaux comporte la construction d'une centrale souterraine sur la rive droite du Zambèze. Elle comprend cinq groupes de générateurs d'une puissance unitaire de 400 MW. Des conduites forcées y amèneront les eaux du fleuve sous une chute abrupte de 105 mètres. En aval, des galeries de fuite restitueront l'eau au Zambèze.

La construction de la centrale passe par l'assèchement provisoire d'un tronçon de 340 mètres du fleuve et le détournement de ses eaux. Cette difficile opération de « fermeture » entreprise en mai 1971 est annoncée comme ayant été réussie grâce à la grande « maîtrise » des techniciens. En avril 1972 doivent commencer les travaux d'excavation du barrage (voûte de 160 mètres de hauteur, 303 mètres de longueur au couronnement). Ces travaux souterrains, ainsi que ceux des voies d'accès au barrage, sont menés par de puissantes perforatrices capables d'avancer de 60 mètres à l'heure dans le rocher le plus dur.

DANS LES DELAIS PREVUS ?

Cette première tranche de travaux coûtera la coquette somme de 1 200 millions de francs mais, dès 1974 — donc bien avant l'achèvement de l'ensemble des travaux —, la centrale hydro-électrique commencera à approvisionner en énergie électrique le Mozambique, la Rhodésie et l'Afrique du Sud. Et, pour reprendre l'expression d'un commentateur du « Stuttgarter Zeitung », la région de Tete pourra bientôt devenir « une Ruhr africaine »...

Tout semblait donc aller pour le mieux et le général Kaulza de Arriaga, chef du corps expéditionnaire portugais au Mozambique, avait annoncé à maintes reprises que le barrage géant de Cabora Bassa serait « construit dans les délais prévus et mis au service de l'Afrique ». Un de ses conseillers, le général français Vanuxem, très écouté, explicitait comme suit les propos de son ami : « Les soldats du Portugal combattent au nom du Christ et de la fraternité humaine. Ils sont les seuls défenseurs de la liberté en Afrique. C'est avec eux, dans un intérêt que beaucoup d'entre eux commencent à comprendre, que les Africains noirs devraient s'unir pour parer à d'autres périls qui s'approchent et menacent les uns et les autres, Européens et Africains. »

Quant aux Africains de la région de Tete, le général Arriaga les a obligés à abandonner leurs villages pour se « regrouper » ailleurs, sous la « protection » de l'armée portugaise. De la sorte, disent les experts portugais, le barrage est pro-

tégé contre tout danger de « subversion » interne. En outre, l'armée l'avait fait entourer d'une triple ligne de défenses constituée par 20 000 soldats d'élite...

Mais l'optimisme de façade de l'occupant portugais n'a pas convaincu les deux autres tenants de la sainte alliance et les observateurs sud-africains et rhodésiens ne cachent pas leur inquiétude : les maquisards ont réussi à franchir le Zambèze, considéré par les « pouvoirs pâles » comme leur frontière « naturelle ». Les journaux rhodésiens ont révélé à plusieurs reprises que des véhicules avaient sauté sur les mines posées par les maquisards du Frelimo ; la seule route reliant la Rhodésie au Malawi à travers le territoire mozambicain était devenue, disaient-ils, non sans raison, « peu sûre ».

DES ROUTES MINEES

Il n'y a pas de doute que le Frelimo s'est solidement implanté dans la région de Tete. La topographie du terrain, la densité de la population s'adaptent mieux, ici, à une guérilla de petits groupes très mobiles, qui, grâce au soutien des populations autochtones, peuvent circuler rapidement, passer inaperçus et se rassembler en temps opportun pour frapper l'ennemi. En juillet 1971, le haut commandement portugais lui-même admettait que le Front de Libération du Mozambique « avait réussi à s'infiltrer dans la population... et à effectuer quinze tentatives pour percer les défenses du célèbre barrage de Cabora Bassa ».

La guérilla s'est intensifiée considérablement au cours des derniers mois et les postes fortifiés portugais de Chicuwe, Chitunkulo, Caprita, Mukumbura ont été attaqués avec des armes lourdes.

Le 10 février, la radio officielle de Lourenço-Marquês diffuse un communiqué surprenant du haut commandement portugais, annonçant que le Frelimo avait réussi, grâce à la complicité de la population autochtone, à faire sauter un poids lourd sur la route stratégique qui relie la ville de Tete à Songo.

Le 20 février dernier, le « Sunday Mail » rhodésien révèle que trois convois se rendant du Malawi à Tete sont sérieusement endommagés par les mines posées par les maquisards. Cinq soldats malawiens qui « protégeaient » les véhicules sont tués au cours de ces actions.

Les « rebelles », reconnaissent les autorités portugaises, ont engagé une action en force contre les voies d'accès aux chantiers de Cabora Bassa, malgré la protection de la troupe et des hélicoptères portugais.

En mars, la revue britannique spécialisée « African Development » souligne que

Cabora Bassa est menacé non seulement par les attaques plus intensives de la guérilla, mais aussi par les pluies torrentielles, qui obligeront les Portugais à dégarnir le ciel (par mauvais temps, il n'est pas possible de protéger par les airs les convois).

Quelle est la réponse portugaise à ce redoublement d'action du Frelimo ?

Le général Arriaga déclare sans équivoque que le barrage sera construit « quel qu'en soit le coût et quelles que soient les victimes ».

Envisage-t-on un « droit de suite » contre la Zambie et la Tanzanie ? L'hypothèse n'est pas à exclure.

Le nouveau gouverneur général du Mozambique, Manuel Pimentel Dos Santos, a été appelé par M. Vorster pour consultation. Le correspondant à Salisbury de « l'Observer » britannique rapporte que l'activité du Frelimo dans la province stratégique de Tete a été discutée lors des conversations récentes de M. Ian Smith à Prétoria. Le général Deslandes, chef d'état-major portugais, a effectué un déplacement non prévu au Mozambique et le général Kaulza de Arriaga, candidat aux élections présidentielles, a accepté d'assumer pour une période supplémentaire le commandement du corps expéditionnaire au Mozambique.

UNE NOUVELLE ESCALADE

Les responsables mozambicains n'écartent pas une éventuelle intervention sud-africaine car « on ne peut pas oublier que l'Afrique du Sud a engagé dans la construction de Cabora Bassa l'équivalent de 117 millions de livres sterling sur un total de 170 millions de livres que coûte le barrage et qu'elle se rend parfaitement compte que le Portugal n'est pas en mesure de défendre, à lui seul, ses intérêts au Mozambique » (1).

A ce propos, « Mozambique Revolution », organe officiel du Frelimo, était plus catégorique, dans un numéro d'avril 1971 :

« Il s'agit là d'un plan d'importance vitale pour la pérennité du colonialisme et de l'impérialisme en Afrique du Sud : nous pouvons aisément prévoir un renforcement de la puissance militaire portugaise au Mozambique, dirigé spécifiquement contre nos forces opérant au sud du Zambèze. Et quel prétexte serait meilleur pour justifier l'entrée en action des troupes sud-africaines qui sont déjà stationnées près du barrage, à Tete : nous nous approcherions ainsi d'une nouvelle escalade significative dans le conflit sud-africain. »

AQUINO DE BRAGANÇA

(1) Marcelino dos Santos, dans « Africasia » no 60.